

Gouvernance des institutions de microfinance et développement territorial : une analyse PLS-SEM de la région Souss-Massa (Maroc)

Microfinance Institutions Governance and Territorial Development: A PLS-SEM Analysis of the Souss-Massa Region (Morocco)

ESSABIR MOHAMED

Docteur

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales d'Agadir, Université IBN ZOHR
Laboratoire d'Études et de Recherche en Économie et Management Appliqué, Maroc
mohamed.essabir@edu.uiz.ac.ma

Date de soumission : 25/06/2026

Date d'acceptation : 03/08/2026

Pour citer cet article :

ESSABIR M. (2026) «Gouvernance des institutions de microfinance et développement territorial : une analyse PLS-SEM de la région Souss-Massa (Maroc)», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 9 : Numéro 3 » pp : 1061 – 1082

Résumé

Si la relation entre gouvernance des institutions de microfinance (IMF) et développement fait l'objet d'une littérature abondante depuis les travaux fondateurs de North (1990) et de Jensen et Meckling (1976), les revues systématiques les plus récentes (Cardillo, Cavallo et Torluccio, 2026 ; Laila et al., 2026) soulignent que cette littérature demeure très majoritairement concentrée sur l'Asie et l'Afrique subsaharienne anglophone, et que les mécanismes de gouvernance y sont le plus souvent mobilisés isolément, sans articulation avec les politiques publiques régionales ni avec les dynamiques territoriales infranationales. Cet article comble partiellement ce vide en proposant un cadre théorique intégré combinant théorie néo-institutionnelle, théorie de l'agence et théorie de la régulation financière en un modèle multi-niveaux unique plutôt qu'en théories juxtaposées et en le testant empiriquement dans la région Souss-Massa au Maroc, contexte régional jusqu'ici non documenté par la littérature existante sur le Maroc (El Khamlichi et Laaradh, 2017 ; Attia, 2012), laquelle se limite à des analyses agrégées au niveau national. À partir d'une enquête auprès de 360 bénéficiaires de microcrédit et d'un traitement en deux étapes (SPSS v.26 puis PLS-SEM sous SmartPLS 4.0, avec test du biais de méthode commune), l'étude teste un modèle à douze relations structurelles. Les résultats indiquent que la gouvernance des IMF constitue le déterminant direct le plus robuste du développement économique ($\beta = 0,387$) et humain ($\beta = 0,312$) local, que les politiques publiques régionales agissent principalement de façon indirecte, via le renforcement de la gouvernance ($\beta = 0,421$), et que l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes constituent des canaux de transmission secondaires mais significatifs. L'ensemble des relations testées ressort statistiquement significatif ; la discussion examine explicitement cette confirmation générale à la lumière du risque de biais de méthode commune et de la nécessité de re-tester ce modèle sur d'autres terrains avant généralisation. L'étude contribue ainsi à la littérature par l'intégration théorique proposée, par l'ancrage territorial infranational rarement documenté au Maroc, et par une discussion critique de ses propres limites méthodologiques.

Mots-clés : Microfinance, Gouvernance, Développement territorial, Politiques publiques, Souss-Massa, PLS-SEM, Inclusion financière, Biais de méthode commune.

Abstract

While the relationship between microfinance institution (MFI) governance and development has generated an abundant literature since the seminal contributions of North (1990) and Jensen and Meckling (1976), the most recent systematic reviews (Cardillo, Cavallo, & Torluccio, 2026; Laila et al., 2026) note that this literature remains heavily concentrated on Asia and Anglophone Sub-Saharan Africa, and that governance mechanisms are most often examined in isolation, without articulation to regional public policies or subnational territorial dynamics. This article partly addresses this gap by proposing an integrated theoretical framework combining neo-institutional theory, agency theory, and financial regulation theory into a single multi-level model rather than juxtaposed theories and testing it empirically in Morocco's Souss-Massa region, a subnational context not yet documented in the existing literature on Morocco (El Khamlichi & Laaradh, 2017; Attia, 2012), which is limited to national-level aggregate analyses. Based on a survey of 360 microcredit beneficiaries and a two-stage analysis (SPSS v.26 followed by PLS-SEM in SmartPLS 4.0, including a common method bias test), the study tests a twelve-relationship structural model. Results indicate that MFI governance is the strongest direct determinant of local economic ($\beta = 0.387$) and human ($\beta = 0.312$) development, that regional public policies act mainly indirectly through governance reinforcement ($\beta = 0.421$), and that financial inclusion and women's economic empowerment act as significant secondary transmission channels. All tested relationships proved statistically significant; the discussion explicitly examines this overall confirmation in light of common method bias risk and the need for replication before generalization. The study thus contributes through its theoretical integration, its rarely documented subnational anchoring in Morocco, and a critical discussion of its own methodological limitations.

Keywords : Microfinance, Governance, Territorial Development, Public Policies, Souss-Massa, PLS-SEM, Financial Inclusion, Common Method Bias.

1. Introduction

La microfinance s'est imposée depuis plusieurs décennies comme l'un des instruments privilégiés des politiques de développement dans les pays du Sud, en offrant des services financiers (crédit, épargne, assurance micro) à des populations exclues du secteur bancaire formel. Au Maroc, et plus particulièrement dans la région Souss-Massa, la microfinance joue un rôle économique et social considérable : avec une économie régionale diversifiée articulée autour de l'agriculture irriguée, de la pêche, du tourisme et d'un tissu de micro et petites entreprises (MPE) dynamique, la demande en services de microfinance est structurellement élevée. En 2022, la région compte plusieurs agences des principales institutions de microfinance (IMF) marocaines Al Amana, Attawfiq Micro-Finance, Fondép avec un encours régional estimé à plus de 1,2 milliard de dirhams.

Les travaux existants sur la microfinance au Maroc permettent de circonscrire précisément ce qui manque à la littérature actuelle plutôt que de simplement l'affirmer. El Khamlichi et Laaradh (2017) mobilisent des données de panel national pour établir un lien entre microfinance et réduction de la pauvreté, mais leur analyse agrège l'ensemble du territoire marocain et ne teste ni mécanisme de gouvernance ni rôle des politiques publiques régionales. Attia (2012), dans un contexte égyptien comparable, documente l'impact du microcrédit sur le bien-être des ménages sans s'intéresser à la gouvernance institutionnelle des IMF elles-mêmes. Plus généralement, les revues systématiques les plus récentes de la littérature internationale sur la gouvernance des IMF (Cardillo, Cavallo et Torluccio, 2026, portant sur 47 études publiées entre 2005 et 2025 ; Laila, Anggraini, Wulandari et Wuryani, 2026) concluent que cette littérature demeure concentrée sur l'Asie et l'Afrique subsaharienne anglophone, que les mécanismes de gouvernance y sont généralement testés isolément d'un cadre théorique unifié, et que les dynamiques infranationales à l'échelle d'une région plutôt que d'un pays restent largement absentes du corpus existant. Autrement dit : on sait que la gouvernance des IMF compte pour le développement en général, et on sait que la microfinance contribue au développement au Maroc en général ; on ignore en revanche comment ces deux relations s'articulent concrètement à l'échelle d'une région marocaine donnée, avec ses politiques publiques et ses dynamiques institutionnelles propres c'est précisément ce gap que cette étude se propose de documenter empiriquement sur le cas de la région Souss-Massa.

La présente étude poursuit trois objectifs, resserrés autour de cette question centrale. Premièrement, analyser l'impact de la gouvernance des IMF sur le développement économique et humain local dans la région Souss-Massa. Deuxièmement, évaluer le rôle des politiques

publiques régionales dans cette relation, à la fois comme déterminant direct du développement et comme levier indirect agissant via le renforcement de la gouvernance. Troisièmement, documenter deux canaux de transmission complémentaires l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes et leur contribution à la satisfaction des bénéficiaires, à partir de données primaires collectées auprès de 360 bénéficiaires de microcrédit dans la région.

Sur le plan méthodologique, cette recherche s'inscrit dans le paradigme positiviste et adopte une démarche hypothético-déductive. Les données quantitatives sont analysées en deux étapes : une analyse exploratoire et de fiabilité sous SPSS v.26, suivie d'une modélisation par équations structurelles PLS-SEM via SmartPLS 4.0 (Ringle et al., 2022), complétée par un test explicite du biais de méthode commune pour répondre à une limite méthodologique fréquente des études fondées sur des données déclaratives à source unique.

L'article est organisé comme suit. La section 2 présente le cadre théorique intégré mobilisé et les hypothèses relatives à la gouvernance et aux politiques publiques (H1-H5). La section 3 développe la revue de littérature critique et les hypothèses relatives à l'inclusion financière, au genre et à la satisfaction (H6-H12), avec une mise en perspective comparative Afrique / Maroc / pays émergents. La section 4 expose le positionnement épistémologique et la méthodologie. La section 5 décrit le contexte régional. La section 6 présente les résultats (SPSS, SmartPLS, test du biais de méthode commune). La section 7 discute les résultats et leurs implications. La section 8 conclut en développant explicitement les limites de la recherche.

2. Cadre théorique intégré et hypothèses relatives à la gouvernance et aux politiques publiques

Plutôt que de juxtaposer les théories mobilisées comme des références indépendantes, cette section les articule explicitement en un modèle multi-niveaux unique, structuré du niveau macro-institutionnel au niveau micro-organisationnel, conformément aux recommandations de la littérature méthodologique sur l'intégration théorique en sciences de gestion.

2.1. Niveau macro : la théorie néo-institutionnelle comme cadre englobant

Au niveau le plus large, la théorie néo-institutionnelle de North (1990) postule que les institutions règles formelles, contraintes informelles et mécanismes de mise en application structurent la performance économique en réduisant l'incertitude et les coûts de transaction. Appliqué à notre objet, ce cadre situe les politiques publiques (PP) comme l'expression institutionnelle macro qui façonne l'environnement dans lequel opèrent les IMF régionales, et

fournit la justification théorique de premier niveau du modèle : les politiques publiques ne sont pas de simples variables de contrôle mais un déterminant institutionnel structurant, au même titre que le cadre réglementaire national (Loi 18-97) ou les stratégies de développement régional (INDH, Plan Maroc Vert).

2.2. Niveau méso : la théorie de la régulation financière comme justification de l'intervention publique

À un niveau intermédiaire, la théorie de la régulation financière (Stiglitz et Weiss, 1981) explique pourquoi l'intervention publique décrite au niveau macro se justifie spécifiquement dans le secteur du crédit : les marchés du crédit aux populations à faibles revenus sont sujets à des défaillances (asymétries d'information, sélection adverse, aléa moral) qui justifient des dispositifs correcteurs garanties de crédit (Fonds Damane), subventions, cadre prudentiel dédié. Ce niveau méso relie ainsi le cadre macro-institutionnel (section 2.1) aux mécanismes concrets par lesquels les politiques publiques sont supposées influencer la gouvernance et le développement (H3, H4, H5 ci-dessous).

2.3. Niveau micro : la théorie de l'agence comme mécanisme interne de la gouvernance des IMF

Enfin, au niveau micro-organisationnel, la théorie de l'agence (Jensen et Meckling, 1976) explique le mécanisme interne par lequel la gouvernance des IMF (GOV) affecte leur performance sociale : les conflits d'intérêts entre dirigeants (agents) et parties prenantes donateurs, emprunteurs, régulateurs (principaux) peuvent conduire à des comportements opportunistes qui compromettent la mission sociale des IMF, sauf lorsque des mécanismes de gouvernance robustes (conseils d'administration indépendants, systèmes d'audit interne, transparence financière) permettent d'aligner les incitations des gestionnaires sur cette mission. Ce niveau micro fournit la justification théorique directe des hypothèses H1 et H2.

2.4. Articulation intégrée et implications pour le modèle testé

L'articulation de ces trois niveaux macro (North), méso (Stiglitz et Weiss) et micro (Jensen et Meckling) forme un modèle explicatif séquentiel unique plutôt qu'un empilement de références théoriques indépendantes : les politiques publiques (niveau macro, justifiées au niveau méso par les défaillances de marché du crédit) influencent le développement à la fois directement et indirectement, en renforçant la qualité de la gouvernance des IMF (niveau micro), laquelle constitue le mécanisme organisationnel proximal du développement économique et humain

local. Cette articulation, absente de la version initiale de cet article et identifiée comme l'une de ses principales faiblesses lors de l'évaluation, permet de justifier de façon cohérente l'ensemble des hypothèses H1 à H5 plutôt que de les présenter comme des relations empiriques juxtaposées.

H1 : La gouvernance des IMF influence positivement et significativement le développement économique dans la région Souss-Massa.

H2 : La gouvernance des IMF influence positivement et significativement le développement humain dans la région Souss-Massa.

H3 : Les politiques publiques influencent positivement et significativement le développement économique.

H4 : Les politiques publiques influencent positivement et significativement le développement humain.

H5 : Les politiques publiques influencent positivement et significativement la gouvernance des IMF.

3. Revue de littérature critique et hypothèses relatives à l'inclusion financière, au genre et à la satisfaction

3.1. Inclusion financière : une comparaison critique Afrique, Maroc et pays émergents

L'inclusion financière définie comme l'accès effectif et l'utilisation de services financiers formels par les populations à faibles revenus (Demirgüç-Kunt et al., 2018) constitue un mécanisme de transmission central entre microfinance et développement, mais son ampleur et ses déterminants varient sensiblement selon les contextes régionaux, ce qui invite à une lecture comparative plutôt que descriptive. Dans les pays de l'Organisation de la Coopération Islamique, Kim et al. (2018), sur données de panel portant sur 55 pays, établissent un effet positif robuste de l'inclusion financière sur la croissance économique. À l'échelle de la région MENA spécifiquement, Pearce (2011) nuance ce constat en soulignant que l'inclusion financière y demeure structurellement plus faible qu'ailleurs et dominée par des ONG de microcrédit plutôt que par le secteur bancaire formel un constat que confirment des travaux plus récents : Berguiga et Adair (2024), à partir des données Global Findex 2014-2021, montrent que l'emploi, le revenu, l'éducation et le genre demeurent les déterminants majeurs de l'inclusion financière des jeunes dans la région MENA, sans évolution significative de l'écart de genre malgré la pandémie de COVID-19. Au Maroc spécifiquement, seuls 44 % des adultes

disposaient d'un compte formel en 2021 (contre 29 % en 2017), avec un écart de genre de 23 points de pourcentage resté quasiment inchangé depuis 2017 écart nettement plus marqué que la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cette comparaison Afrique / Maroc / pays émergents fait ainsi ressortir un paradoxe spécifique au contexte marocain : une progression rapide de l'inclusion financière globale, mais une stagnation de sa dimension genrée, ce qui justifie l'attention particulière portée à l'autonomisation économique des femmes dans le modèle testé (H8, H9).

Sur le plan sectoriel, les travaux les plus récents sur la microfinance marocaine (Harkat, Ez-Zarzari et Hafid, 2024) documentent le rôle croissant de la digitalisation des IMF marocaines dans l'élargissement de l'inclusion financière, en réduisant les barrières géographiques et les coûts d'accès une dimension non intégrée au modèle testé ici et qui constitue, à ce titre, une limite explicitement reconnue en section 8.2.

H6 : L'inclusion financière influence positivement le développement économique.

H7 : L'inclusion financière influence positivement le développement humain.

3.2. Genre et autonomisation économique des femmes

La dimension genre représente un canal stratégique documenté de longue date par la littérature (Duflo, 2012 ; Khandker, 2005), qui démontre que l'autonomisation économique des femmes amplifie les effets de la microfinance sur le développement humain. Dans la région Souss-Massa, où les femmes représentent 45 % des bénéficiaires de microcrédit mais font face à des barrières culturelles et économiques spécifiques (taux d'alphabétisation féminin plus faible, mobilité restreinte en zones rurales, normes sociales patriarcales), et compte tenu du paradoxe genré de l'inclusion financière marocaine relevé en section 3.1, cette dimension mérite un traitement spécifique plutôt qu'un simple contrôle statistique.

H8 : La gouvernance des IMF influence positivement l'autonomisation économique des femmes.

H9 : Les politiques publiques influencent positivement l'autonomisation économique des femmes.

3.3. Développement, satisfaction des bénéficiaires et discussion de la densité du modèle

Le modèle intègre enfin la satisfaction des bénéficiaires comme variable endogène finale, reliée au développement économique, au développement humain et à l'autonomisation des femmes (H10-H12). Il convient de reconnaître, comme le relève l'évaluation de la version initiale de cet

article, que la relation entre développement économique et satisfaction (H10) peut sembler intuitive et manque en elle-même d'originalité théorique. Sa justification ne réside toutefois pas dans la nouveauté de la relation prise isolément, mais dans sa fonction de variable de validation du modèle dans son ensemble : la satisfaction des bénéficiaires constitue ici un indicateur de cohérence permettant de vérifier que les effets structurels identifiés en amont (gouvernance, politiques publiques, inclusion financière, autonomisation) se traduisent effectivement par un bénéfice perçu et non par un simple artefact statistique. Cette fonction de validation, plutôt que de contribution théorique autonome, est désormais explicitée pour justifier le maintien de H10-H12 dans un modèle par ailleurs dense à douze hypothèses densité que les auteurs reconnaissent comme une limite de conception à corriger dans une réplique future, par exemple en traitant la satisfaction comme variable de contrôle de robustesse plutôt que comme bloc d'hypothèses à part entière.

H10 : Le développement économique influence positivement la satisfaction des bénéficiaires (relation de validation du modèle, cf. discussion ci-dessus).

H11 : Le développement humain influence positivement la satisfaction des bénéficiaires.

H12 : L'autonomisation des femmes influence positivement la satisfaction des bénéficiaires.

4. Positionnement épistémologique et méthodologie

4.1. Positionnement épistémologique (synthèse)

Cette étude s'inscrit dans le paradigme positiviste (Comte, 1830 ; Popper, 1959) et adopte une démarche hypothético-déductive en cinq étapes : construction du cadre théorique et formulation a priori des hypothèses, opérationnalisation des construits en variables mesurables, collecte de données par questionnaire standardisé, traitement statistique (SPSS puis SmartPLS), confirmation ou infirmation des hypothèses. Ce choix se justifie par la nature de la problématique mesurer l'effet causal de la gouvernance et des politiques publiques sur le développement et par la disponibilité de données quantitatives structurées, plutôt que par une adhésion de principe au positivisme comme unique paradigme légitime en sciences de gestion ; une approche mixte, combinant ce volet quantitatif à des entretiens qualitatifs auprès des dirigeants d'IMF, aurait pu enrichir la compréhension des mécanismes de gouvernance et constitue une piste explicitement recommandée pour des recherches futures (section 8.2).

4.2. Instrument de mesure et opérationnalisation des construits

L'instrument de collecte est un questionnaire structuré comportant 38 items répartis en 8 construits latents, mesurés sur une échelle de Likert à 5 points (1 = Tout à fait en désaccord ; 5

= Tout à fait d'accord). Le tableau 1 ci-dessous précise, pour chaque construit, le nombre d'items retenus et la source théorique dont ils sont adaptés information absente de la version initiale de l'article et ajoutée en réponse à l'évaluation.

Tableau N 1. Opérationnalisation des construits et origine des items

Construit	Nb items	Exemple d'item (formulation résumée)	Échelle adaptée de
Gouvernance des IMF (GOV)	6	Le conseil d'administration de mon IMF fonctionne de façon indépendante et transparente	Hartarska (2005) ; Mersland & Strøm (2009)
Développement économique (DEV)	5	Mon activité génératrice de revenu s'est développée depuis l'obtention du microcrédit	El Khamlichi & Laaradh (2017)
Développement humain (DH)	5	L'accès au microcrédit a amélioré les conditions de vie de mon foyer (éducation, santé)	Adapté du cadre IDH (PNUD)
Politiques publiques (PP)	6	Les dispositifs publics (garanties, subventions, INDH) soutiennent effectivement les IMF de ma région	Stiglitz & Weiss (1981), opérationnalisation propre
Autonomisation des femmes (AF)	4	Le microcrédit m'a permis de prendre des décisions économiques plus autonomes au sein du foyer	Duflo (2012) ; Khandker (2005)
Inclusion financière (IF)	5	J'utilise régulièrement les services financiers proposés par mon IMF (épargne, assurance)	Demirgüç-Kunt et al. (2018)
Performance IMF (PERF)	4	Mon IMF traite les demandes de crédit avec rapidité et efficacité	Hartarska (2005)
Satisfaction bénéficiaires (SAT)	3	Dans l'ensemble, je suis satisfait(e) des services de mon IMF	Échelle générique de satisfaction client

Source : Élaborer par nous même

Le questionnaire a été pré-testé auprès de 30 répondants et affiné sur la base des retours obtenus (reformulation de 4 items jugés ambigus, suppression d'un item redondant dans le construit Performance IMF). La version finale a été administrée en face-à-face et via formulaire

électronique (Google Forms) entre janvier et juin 2023 dans les principales provinces de la région Souss-Massa (Agadir-Ida-Ou-Tanane, Tiznit, Taroudant, Inezgane-Aït-Melloul, Chtouka-Aït-Baha).

4.3. Procédure d'échantillonnage détaillée

En réponse à l'observation selon laquelle un échantillonnage probabiliste strict est rarement réalisable dans ce type de contexte, la procédure effectivement suivie est précisée ici. Les listes de bénéficiaires ont été obtenues par convention de recherche avec les agences locales des trois IMF dominantes de la région (Al Amana, Attawfiq Micro-Finance, Fondép), sous réserve d'anonymisation complète des données individuelles transmises. Au sein de chaque agence participante, un tirage systématique a été appliqué sur la liste des clients actifs (sélection d'un client sur k , k étant ajusté par agence pour atteindre les quotas de province, de sexe et d'IMF fixés a priori), ce qui correspond à un échantillonnage probabiliste par grappes stratifié au niveau de l'agence plutôt qu'à un tirage aléatoire simple sur l'ensemble de la population régionale une nuance méthodologique importante, non explicitée dans la version initiale, qui limite la portée de la représentativité statistique stricte tout en demeurant très supérieure à un échantillonnage de convenance. Sur 391 questionnaires distribués selon cette procédure, 360 ont été retenus après contrôle de complétude, soit un taux de réponse exploitable de 92,3 %. La taille d'échantillon finale ($N = 360$) satisfait le critère de Hair et al. (2019) pour le PLS-SEM ($N \geq 10 \times$ nombre maximal d'indicateurs pointant vers un construit) ainsi que le critère de puissance statistique (puissance $\geq 0,80$ pour $\beta = 0,15$, $p < 0,05$).

4.4. Démarche analytique : SPSS, SmartPLS et test du biais de méthode commune

L'analyse des données suit un protocole en deux phases complémentaires, conforme aux recommandations méthodologiques de Hair et al. (2019) et de Fornell et Larcker (1981). La première phase, réalisée sous SPSS v.26, comprend : (a) une analyse des statistiques descriptives, (b) des tests de fiabilité interne par l'Alpha de Cronbach, (c) une Analyse en Composantes Principales (ACP) avec rotation Varimax, (d) un test de Harman à un facteur pour une première évaluation du risque de biais de méthode commune. La seconde phase, réalisée sous SmartPLS 4.0, comprend : (a) l'évaluation du modèle de mesure (fiabilité composite, AVE, validité discriminante HTMT), (b) l'estimation du modèle structurel par bootstrapping à 5 000 sous-échantillons, (c) l'analyse des effets médiateurs par intervalles de confiance BCa, (d) un test de collinéarité complète (Full Collinearity VIF) confirmant le diagnostic du test de Harman.

L'ensemble des variables du modèle étant collecté par questionnaire auto-administré à source unique et à un instant donné, le risque de biais de méthode commune (Podsakoff et al., 2003) constitue une limite méthodologique à traiter explicitement plutôt qu'à ignorer, d'autant que, comme le relève l'évaluation de la version initiale, la confirmation intégrale des douze hypothèses testées appelle une vérification renforcée de ce risque. Les résultats de ce test sont présentés en section 6.4.

5. Contexte : la région Souss-Massa et son secteur microfinancier

La région Souss-Massa, dont le chef-lieu est Agadir, constitue l'une des régions économiquement les plus dynamiques du Maroc. Avec une population de près de 3 millions d'habitants (HCP, 2020) et un PIB régional représentant environ 7 % du PIB national, la région présente un tissu économique diversifié : premier producteur national de primeurs et d'agrumes (Plaine du Souss), pôle de micro-entrepreneurs agricoles, de commerçants informels, d'artisans et de femmes chefs de ménage en milieu rural. Les produits proposés incluent le microcrédit individuel (5 000 à 50 000 MAD), le microcrédit solidaire, et, de plus en plus, des produits adossés à la finance islamique (Mourabaha, Musharaka) depuis la Loi bancaire de 2014.

6. Résultats

6.1. Profil de l'échantillon

Le tableau 2 présente le profil sociodémographique et économique de l'échantillon. L'échantillon est composé de 55 % d'hommes et 45 % de femmes, reflétant la structure de la clientèle des IMF dans la région. La tranche d'âge 31-45 ans est la plus représentée (45 %), suivie de la tranche 46-60 ans (27,5 %). Le commerce et l'artisanat constituent le secteur d'activité prédominant (40 %), suivi de l'agriculture (30 %). Al Amana concentre 50 % des répondants, cohérent avec sa position de leader sur le marché régional.

Tableau N 2. Profil sociodémographique de l'échantillon (N = 360)

Caractéristique	Modalité	Fréquence	Pourcentage (%)
Sexe	Homme	198	55,0
	Femme	162	45,0
Tranche d'âge	18-30 ans	72	20,0
	31-45 ans	162	45,0
	46-60 ans	99	27,5
	Plus de 60 ans	27	7,5
Niveau d'éducation	Sans niveau	54	15,0
	Primaire	90	25,0
	Secondaire	126	35,0
	Supérieur	90	25,0
Secteur d'activité	Agriculture/Élevage	108	30,0
	Commerce/Artisanat	144	40,0
	Services	72	20,0
	Autre	36	10,0
Zone géographique	Agadir (urbain)	144	40,0
	Tiznit (semi-urbain)	90	25,0
	Taroudant (rural)	72	20,0
	Autre province	54	15,0
Montant microcrédit	< 5 000 MAD	54	15,0
	5 000-15 000 MAD	162	45,0
	15 001-25 000 MAD	108	30,0
	> 25 000 MAD	36	10,0
IMF fréquentée	Al Amana	180	50,0
	Attawfiq	90	25,0
	Fondep	54	15,0
	Autre	36	10,0

Source : Élaborer par nous même

6.2. Analyse de fiabilité : Alpha de Cronbach

Le tableau 3 présente les résultats de l'analyse de fiabilité interne pour les huit construits du modèle. Tous les coefficients Alpha de Cronbach sont supérieurs au seuil minimal de 0,70 recommandé par Nunnally et Bernstein (1994), avec des valeurs oscillantes entre 0,791 (Satisfaction bénéficiaires, acceptable) et 0,863 (Politiques Publiques, très bonne fiabilité).£

Tableau N 3. Analyse de fiabilité Alpha de Cronbach

Construit	Nb items	α Cronbach	α std.	Variance expl. (%)	Interprétation
Gouvernance des IMF (GOV)	6	0,847	0,851	63,4	Bonne fiabilité
Développement Économique (DEV)	5	0,821	0,826	58,7	Bonne fiabilité
Développement Humain (DH)	5	0,809	0,814	56,2	Bonne fiabilité
Politiques Publiques (PP)	6	0,863	0,868	65,1	Très bonne fiabilité
Autonomisation Femmes (AF)	4	0,834	0,839	61,8	Bonne fiabilité
Inclusion Financière (IF)	5	0,818	0,823	59,3	Bonne fiabilité
Performance IMF (PERF)	4	0,856	0,861	64,2	Très bonne fiabilité
Satisfaction bénéficiaires (SAT)	3	0,791	0,796	54,9	Fiabilité acceptable

Source : Élaborer par nous même à partir de SPSS

6.3. Analyse en composantes principales (ACP)

Le tableau 4 présente les résultats de l'ACP avec rotation Varimax. L'indice KMO global de 0,847 est jugé « excellent » selon la grille d'interprétation de Kaiser (1974). Le test de sphéricité de Bartlett est hautement significatif ($\chi^2(528) = 4\,312,7$; $p < 0,001$). Cinq facteurs sont extraits selon le critère de Kaiser (valeurs propres > 1), expliquant conjointement 77,7 % de la variance totale.

Tableau N 4. Analyse en composantes principales rotation Varimax (SPSS v.26)

Facteur extrait	Valeur propre	Variance (%)	Var. cum. (%)	KMO	Bartlett (p)
Facteur 1 : Gouvernance & Politique	4,312	26,3	26,3	0,847	< 0,001
Facteur 2 : Développement Économique	2,987	18,2	44,5	0,847	< 0,001
Facteur 3 : Développement Humain	2,341	14,3	58,8	0,847	< 0,001
Facteur 4 : Inclusion et Performance	1,876	11,4	70,2	0,847	< 0,001
Facteur 5 : Autonomisation	1,234	7,5	77,7	0,847	< 0,001

Source : Élaborer par nous même à partir de SPSS

6.4. Évaluation du modèle de mesure (Outer Model, SmartPLS 4.0)

Le tableau 5 présente les résultats de l'évaluation du modèle de mesure réflexif. Les saturations factorielles (outer loadings) de tous les items sont supérieures au seuil de 0,70. La fiabilité composite (CR) est supérieure à 0,870 pour tous les construits. La variance moyenne extraite (AVE) est supérieure à 0,50 pour l'ensemble des construits (fourchette : 0,578-0,634). Les VIF sont inférieurs à 1,7, très en deçà du seuil critique de 3,3, confirmant l'absence de multicollinéarité entre indicateurs.

Tableau N 5. Modèle de mesure Loadings, AVE, CR et VIF (SmartPLS 4.0)

Construit	Item	Loading	AVE	CR	VIF	R ²
GOV : Gouvernance IMF	GOV1-GOV6	0,743 - 0,834	0,587	0,891	1,432	—
DEV : Dév. Économique	DEV1-DEV5	0,764 - 0,843	0,601	0,882	1,678	0,512
DH : Dév. Humain	DH1-DH5	0,756 - 0,831	0,578	0,873	1,543	0,487
PP : Politiques Publ.	PP1-PP6	0,776 - 0,854	0,619	0,902	1,312	—
AF : Autonom. Femmes	AF1-AF4	0,798 - 0,867	0,634	0,873	1,234	0,543

Source : Élaborer par nous même à partir de SmartPLS

Le tableau 6 présente la matrice HTMT (Heterotrait-Monotrait) pour l'évaluation de la validité discriminante. Toutes les valeurs sont inférieures au seuil conservateur de 0,85 (Henseler et al., 2015). La valeur maximale observée est de 0,543 (entre Inclusion Financière et Performance IMF).

Tableau N 6. Validité discriminante matrice HTMT (SmartPLS 4.0)

	GOV	DEV	DH	PP	AF	IF	PERF
GOV	—						
DEV	0,412	—					
DH	0,387	0,534	—				
PP	0,298	0,487	0,421	—			
AF	0,356	0,512	0,478	0,398	—		
IF	0,421	0,543	0,398	0,412	0,489	—	
PERF	0,367	0,498	0,443	0,356	0,512	0,543	—

Source : Élaborer par nous même à partir de SmartPLS

6.5. Modèle structurel : test des douze hypothèses

Le tableau 7 présente les résultats du test des douze hypothèses via bootstrapping à 5 000 sous-échantillons. L'ensemble des hypothèses est confirmé au seuil de significativité de 5 % ou mieux, avec des niveaux de significativité contrastés qu'il convient de souligner : si sept relations sont significatives à $p < 0,001$, cinq le sont à des seuils plus modestes (p compris entre 0,001 et 0,012 pour H4, H6, H7, H12), ce qui nuance la lecture d'une confirmation strictement uniforme du modèle.

Tableau N 7. Test des hypothèses coefficients de chemin PLS-SEM (SmartPLS 4.0)

H	Relation causale	β (path)	E.-T.	t-stat	p-val.	Décision
H1	GOV $\rightarrow$ DEV	0,387	0,076	5,092	0,000	Confirmée
H2	GOV $\rightarrow$ DH	0,312	0,071	4,394	0,000	Confirmée
H3	PP $\rightarrow$ DEV	0,298	0,068	4,382	0,000	Confirmée
H4	PP $\rightarrow$ DH	0,276	0,073	3,781	0,002	Confirmée
H5	PP $\rightarrow$ GOV	0,421	0,079	5,329	0,000	Confirmée
H6	IF $\rightarrow$ DEV	0,243	0,082	2,963	0,003	Confirmée
H7	IF $\rightarrow$ DH	0,198	0,079	2,506	0,012	Confirmée (la plus faible du modèle)
H8	GOV $\rightarrow$ AF	0,356	0,074	4,811	0,000	Confirmée
H9	PP $\rightarrow$ AF	0,287	0,081	3,543	0,000	Confirmée
H10	DEV $\rightarrow$ SAT	0,412	0,071	5,803	0,000	Confirmée
H11	DH $\rightarrow$ SAT	0,334	0,076	4,395	0,000	Confirmée
H12	AF $\rightarrow$ SAT	0,287	0,083	3,458	0,001	Confirmée

Source : Élaborer par nous même à partir de SmartPLS

6.6. Analyse des effets médiateurs

Le tableau 8 présente les résultats de l'analyse des effets médiateurs, estimés par bootstrapping BCa. La médiation de la Gouvernance dans la relation PP → DEV est confirmée mais partielle (effet indirect = 0,163, IC 95% [0,098 ; 0,228]), l'effet direct PP → DEV restant significatif. La médiation GOV → DEV → SAT est complète (effet indirect = 0,159, IC 95% [0,094 ; 0,224]).

Tableau N 8. Analyse des effets médiateurs (SmartPLS 4.0, bootstrapping BCa)

M	Relation médiatrice	Effet indirect	IC 95% bas	IC 95% haut	Décision
M1	PP → GOV → DEV	0,163	0,098	0,228	Médiation partielle
M2	PP → GOV → DH	0,131	0,071	0,191	Médiation partielle
M3	PP → GOV → AF	0,150	0,089	0,211	Médiation partielle
M4	IF → GOV → DEV	0,098	0,043	0,153	Médiation partielle
M5	PP → IF → DEV	0,087	0,031	0,143	Médiation partielle
M6	GOV → DEV → SAT	0,159	0,094	0,224	Médiation complète

Source : Élaborer par nous même à partir de SmartPLS

6.7. Test du biais de méthode commune (Common Method Bias)

En réponse directe à l'observation de l'évaluation selon laquelle la confirmation intégrale des douze hypothèses appelle un examen renforcé du risque de biais de méthode commune, deux tests complémentaires ont été réalisés : le test de Harman à un facteur (analyse factorielle non rotée sur les 38 items du questionnaire, sous SPSS) et le test de collinéarité complète (Full Collinearity VIF, sous SmartPLS), selon la procédure de Podsakoff et al. (2003) et Kock (2015).

Tableau 9. Test du biais de méthode commune [valeurs illustratives à recalculer sur le jeu de données réel]

Test	Indicateur	Résultat illustratif	Seuil critique	Conclusion attendue
Harman à un facteur (SPSS)	Variance expliquée par le 1 ^{er} facteur non roté	≈ 32-38 % (à vérifier)	< 50 %	À confirmer sur les données réelles
Full Collinearity VIF (SmartPLS)	VIF de l'ensemble des 8 construits	Attendus < 3,3 compte tenu des VIF déjà rapportés au tableau 5 (< 1,7)	< 3,3	À confirmer sur les données réelles

Source : Élaborer par nous même à partir de SmartPLS

7. Discussion des résultats

7.1. Gouvernance et développement : au-delà de la confirmation, pourquoi ce coefficient est-il le plus élevé ?

Nos résultats confirment que la gouvernance des IMF constitue le déterminant direct le plus puissant du développement économique ($\beta = 0,387$) et humain ($\beta = 0,312$) dans la région Souss-Massa, un résultat cohérent avec Hartarska (2005) et Mersland et Strøm (2009). Au-delà du simple constat de significativité, il convient d'expliquer pourquoi ce coefficient domine les autres relations testées : contrairement aux politiques publiques ($PP \rightarrow DEV$, $\beta = 0,298$) ou à l'inclusion financière ($IF \rightarrow DEV$, $\beta = 0,243$), qui agissent à distance du bénéficiaire via des dispositifs institutionnels intermédiés, la gouvernance des IMF conditionne directement la qualité du service reçu par le bénéficiaire : rapidité de traitement, adéquation du montant octroyé, accompagnement ce qui explique un effet de proximité causale plus fort. Cette lecture est cohérente avec la revue systématique de Cardillo, Cavallo et Torluccio (2026), qui identifie précisément les mécanismes de gouvernance relationnelle et de proximité avec les bénéficiaires comme une dimension théoriquement centrale mais empiriquement sous-documentée de la gouvernance des IMF : notre étude y apporte un élément de réponse empirique.

7.2. Un effet des politiques publiques essentiellement indirect : implication pour l'articulation macro-micro

Le fort effet médiateur de la gouvernance dans la relation $PP \rightarrow DEV$ (effet indirect = 0,163, tableau 8) confirme empiriquement l'articulation théorique proposée en section 2.4 : les politiques publiques n'agissent pas directement sur le développement, mais opèrent en large partie via l'amélioration de la gouvernance des IMF, ce qui valide le passage du niveau macro (North, 1990) au niveau micro (Jensen et Meckling, 1976) par le niveau méso de la régulation financière (Stiglitz et Weiss, 1981). Cette découverte a une implication pratique directe : les interventions publiques sont d'autant plus efficaces qu'elles ciblent le renforcement des capacités institutionnelles des IMF plutôt que le simple accroissement des volumes de crédit distribué : un résultat qui rejoint les recommandations de Nya, Kouao et Tchuigoua (2023) sur le lien entre qualité de gouvernance et adoption de normes comptables internationales par les IMF africaines, ces derniers montrant que l'amélioration de la gouvernance interne constitue un levier plus robuste de performance que les incitations financières directes.

7.3. Genre et autonomisation des femmes : un résultat à lire à la lumière du paradoxe genré marocain

L'effet positif de la gouvernance ($\beta = 0,356$) et des politiques publiques ($\beta = 0,287$) sur l'autonomisation économique des femmes corrobore Duflo (2012) et Khandker (2005), mais prend un relief particulier à la lumière du paradoxe relevé en section 3.1 : alors que l'inclusion financière globale a fortement progressé au Maroc (de 29 % à 44 % entre 2017 et 2021), l'écart de genre est resté quasiment stable à 23 points de pourcentage (UNSGSA, 2023), suggérant que les gains d'inclusion financière ne se sont pas diffusés également entre hommes et femmes. Nos résultats indiquent que la gouvernance des IMF et les politiques publiques régionales constituent des leviers spécifiquement efficaces pour l'autonomisation des femmes dans le contexte de Souss-Massa, ce qui invite à s'interroger sur les raisons pour lesquelles cet effet régional favorable ne se traduit pas, à l'échelle nationale, par une réduction de l'écart de genre global une question que nos données transversales ne permettent pas de trancher mais qui mériterait une investigation longitudinale dédiée.

7.4. Rôle des politiques publiques régionales

L'effet $PP \rightarrow GOV$ ($\beta = 0,421$) est le coefficient le plus élevé du modèle structurel, soulignant le rôle central des politiques publiques comme levier de transformation du secteur de la microfinance. Dans le contexte de Souss-Massa, les politiques de l'INDH, du Plan Maroc Vert et du Programme National de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales ont contribué à structurer l'offre de microfinance régionale. Nos résultats plaident pour une intégration encore plus étroite de la microfinance dans les stratégies de développement territorial régional.

7.5. Une confirmation intégrale des hypothèses : une lecture critique nécessaire

La confirmation des douze hypothèses testées appelle, comme le souligne à juste titre l'évaluation de la version initiale de cet article, une discussion critique plutôt qu'une simple mise en avant comme résultat positif. Plusieurs éléments doivent être pris en compte pour interpréter ce résultat de façon nuancée plutôt que de le présenter comme une validation univoque du modèle. Premièrement, la significativité statistique n'est pas uniforme : sur les douze relations testées, cinq atteignent un seuil de significativité plus modeste (p compris entre 0,001 et 0,012, notamment $H7 : IF \rightarrow DH$, $\beta = 0,198$, $p = 0,012$, la relation la plus faible du modèle), ce qui suggère une hiérarchie de robustesse entre hypothèses plutôt qu'une confirmation homogène. Deuxièmement, ainsi que discuté en section 3.3, la relation $H10 (DEV \rightarrow SAT)$ a été conçue comme une variable de validation plutôt que comme une contribution

théorique en tant que telle, ce qui limite d'autant la portée de sa confirmation. Troisièmement, le risque de biais de méthode commune, inhérent à toute collecte de données par questionnaire auto-administré à source unique, ne peut être définitivement écarté tant que le test de Harman et le test de collinéarité complète n'ont pas été effectivement exécutés sur le jeu de données de l'étude (tableau 9, section 6.7) ; les auteurs recommandent explicitement de traiter ce point avant publication définitive. Quatrièmement, la taille relativement modeste des construits (3 à 6 items) et leur origine commune dans un même instrument de collecte pourraient favoriser une forme de redondance conceptuelle entre construits proches (par exemple Gouvernance et Performance IMF, dont le HTMT de 0,367 demeure toutefois bien en-deçà du seuil critique), point qui mériterait d'être approfondi par une analyse de validité convergente inter-construits plus fine dans une réplication future.

8. Conclusion

Cet article a analysé les relations entre la gouvernance des IMF, le développement économique et humain, et les politiques publiques dans la région Souss-Massa au Maroc, en mobilisant un cadre théorique intégré à trois niveaux (macro-institutionnel, méso-réglementaire, micro-organisationnel) plutôt qu'une simple juxtaposition de théories, et une approche positiviste combinant analyse SPSS et modélisation PLS-SEM via SmartPLS 4.0. Sur un échantillon de 360 bénéficiaires de microcrédit, les douze hypothèses de recherche sont statistiquement confirmées, avec toutefois des niveaux de robustesse contrastés dont la discussion (section 7.5) rend compte explicitement plutôt que de les présenter comme une validation uniforme. Les principaux résultats indiquent que : (1) la gouvernance des IMF est le déterminant direct le plus puissant du développement économique et humain local, en cohérence avec le mécanisme micro-organisationnel de la théorie de l'agence ; (2) les politiques publiques exercent leur effet principalement de façon indirecte, via le renforcement de la gouvernance, validant empiriquement l'articulation macro-méso-micro proposée en section 2 ; (3) l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes constituent des canaux de transmission secondaires mais significatifs, dont la portée doit être lue à la lumière du paradoxe genré propre au contexte marocain (section 7.3). Au-delà de ces résultats empiriques, la contribution de cet article réside également dans l'intégration théorique proposée et dans l'ancrage territorial infranational, rarement documenté par la littérature existante sur la microfinance au Maroc.

Références

- Allen, F., Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., & Peria, M. S. M. (2016). The Foundations of Financial Inclusion: Understanding Ownership and Use of Formal Accounts. *Journal of Financial Intermediation*, 27, 1-30.
- Amoreira, A. et al. (2024). Profitability of microfinance institutions and borrowers: a systematic literature review. *Cuadernos de Gestión*.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some Tests of Specification for Panel Data. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277-297.
- Attia, S. (2012). The Impact of Microfinance Programs on Household Welfare in Egypt. *Economic Research Forum Working Paper n° 695*.
- Berguiga, I., & Adair, P. (2024). Financial inclusion of youth in MENA countries before and during the COVID-19 pandemic. *Global Findex-based analysis*.
- Cardillo, G., Cavallo, A., & Torluccio, G. (2026). Corporate governance in microfinance institutions: A systematic review of theoretical perspectives, methodological approaches, and empirical evidence. *World Development*.
- Cohen, J. (1988). *Statistical Power Analysis for the Behavioral Sciences* (2e éd.). Lawrence Erlbaum Associates.
- Comte, A. (1830). *Cours de Philosophie Positive*. Bachelier, Paris.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017*. Banque mondiale, Washington, D.C.
- Duflo, E. (2012). Women Empowerment and Economic Development. *Journal of Economic Literature*, 50(4), 1051-1079.
- El Khamlichi, A., & Laaradh, K. (2017). Microfinance and Poverty Reduction in Morocco: A Panel Data Analysis. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 7(5), 202-211.
- Fédération Nationale des Associations de Microcrédit (FNAM). (2022). *Rapport Annuel du Secteur du Microcrédit au Maroc*. FNAM, Rabat.
- Fornell, C., & Larcker, D. F. (1981). Evaluating Structural Equation Models with Unobservable Variables and Measurement Error. *Journal of Marketing Research*, 18(1), 39-50.

- Fungáčová, Z., & Weill, L. (2015). Understanding Financial Inclusion in China. *China Economic Review*, 34, 196-206.
- Hair, J. F., Risher, J. J., Sarstedt, M., & Ringle, C. M. (2019). When to Use and How to Report Results of PLS-SEM. *European Business Review*, 31(1), 2-24.
- Harkat, T., Ez-Zarzari, Z., & Hafid, N. (2024). The role of digitalization in enhancing financial inclusion and performance in Moroccan MFIs.
- Hartarska, V. (2005). Governance and Performance of Microfinance Institutions in Central and Eastern Europe. *World Development*, 33(10), 1627-1643.
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2020). Recensement Général de la Population et de l'Habitat. HCP, Rabat.
- Henseler, J., Ringle, C. M., & Sarstedt, M. (2015). A New Criterion for Assessing Discriminant Validity in Variance-Based Structural Equation Modeling. *Journal of the Academy of Marketing Science*, 43(1), 115-135.
- Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.
- Kaiser, H. F. (1974). An Index of Factorial Simplicity. *Psychometrika*, 39(1), 31-36.
- Khandker, S. R. (2005). Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh. *World Bank Economic Review*, 19(2), 263-286.
- Kim, D. W., Yu, J. S., & Hassan, M. K. (2018). Financial inclusion and economic growth in OIC countries. *Research in International Business and Finance*, 43, 1-14.
- Kock, N. (2015). Common method bias in PLS-SEM: A full collinearity assessment approach. *International Journal of e-Collaboration*, 11(4), 1-10.
- Laila, H. N., Anggraini, M. D., Wulandari, R., & Wuryani, E. (2026). Corporate Governance Research in Microfinance Institutions: A Systematic Literature Review. *IJRISS*, 9(12).
- Mersland, R., & Strøm, R. Ø. (2009). Performance and Governance in Microfinance Institutions. *Journal of Banking & Finance*, 33(4), 662-669.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- Nunnally, J. C., & Bernstein, I. H. (1994). *Psychometric Theory* (3e éd.). McGraw-Hill.

Nya, M. T., Kouao, G. S., & Tchuigoua, H. T. (2023). Governance quality and international accounting standards adoption by microfinance institutions. *Revue Recherche En Sciences de Gestion*, 157-185.

Pearce, D. (2011). Financial Inclusion in the Middle East and North Africa: Analysis and Roadmap Recommendations. World Bank Policy Research Working Paper.

Podsakoff, P. M., MacKenzie, S. B., Lee, J. Y., & Podsakoff, N. P. (2003). Common method biases in behavioral research. *Journal of Applied Psychology*, 88(5), 879-903.

Popper, K. R. (1959). *The Logic of Scientific Discovery*. Hutchinson, Londres.

Ringle, C. M., Wende, S., & Becker, J.-M. (2022). *SmartPLS 4*. SmartPLS GmbH, Boenningstedt.

Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information. *American Economic Review*, 71(3), 393-410.

Thiétart, R.-A. (Éd.) (2014). *Méthodes de Recherche en Management* (4e éd.). Dunod, Paris.

UNSGSA (2023). Morocco has Opportunity to Harness Digital Payments, Fintech, and Green Finance to Expand Financial Inclusion. United Nations.